

ABONNEMENTS

Canada et États-Unis - - \$1.00
Europe (comprisé port) - - 2.50

TARIF DES ANNONCES:

1ère insertion, par ligne..... 12 cts
Chaque insertion subséquente 10 "

LE MANITOBA

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

LE MANITOBA

EST PUBLIÉ
LE MERCREDI DE CHAQUE
SEMAINE
A SAINT-BONIFACE, MANITOBA
Par la Cie Canadienne de Publication.

Toute communication concernant
le journal doit être adressée à
EDMOND TRUDEL,
Directeur,
Saint-Boniface, Man.,
Canada.

CARSLEY & CIE

344 Rue Main, Winnipeg.

NOUS VENONS DE RECEVOIR UNE GRANDE QUANTITÉ
DE MARCHANDISES D'AUTOMNE, TELS QUE

TWEEDS FRANÇAIS POUR COSTUMES ET
ETOFFES A MANTEAUX
Unies et avec dessins.

NOUS VENONS DE RECEVOIR UN BEL ASSORTIMENT DE MANTEAUX
FAITS, POUR AUTOMNE ET HIVER, DE TOUTES QUALITÉS.

MANTES EN TWEED, COULEURS FONCÉS ET PALES, DE TOUTES LES GOUTS.

NOTRE ASSORTIMENT D'ETOFFES A ROBES
EST DES PLUS COMPLETS.

Nous venons aussi de recevoir au gros lot de

COUVERTES DE LAINE, BLANCHES ET GRISES,

Que nous vendons à bon marché.

ARTICLES POUR HOMMES:—

Corps et Giletons de laines Canadienne et d'Ecosse.
Chaussons en mérinos, en cachemire et en laine.
Bretelles, collets, poignets, chemises blanches, chemises de flanelle et chemises de nuit.

CARSLEY & CIE

344 RUE MAIN - - - - - WINNIPEG
M. J. A. CORBELL, ci-devant de Montréal, répondra à la clientèle française.
La 15.6.92

M. EDOUARD GUILBAULT

Ferblantier - Couvreur.

— A TOUJOURS EN MAINS —

UN : ASSORTIMENT : COMPLET : DE

Ferblanterie,

GRANIT,

POELES.

— ET —

Ustensiles de

Cuisine.



HUILE

— DE —

Charbon,

Machine,

Etc., Etc.

**SPÉCIALITÉ DES OUVRAGES POUR GRÈEMENT DE
BEURRERIES ET FROMAGERIES.**

ESTIMATIONS DONNÉES SUR DEMANDE.

**Couverture : Ferblanc, Tôle Galvanisée,
GOUTTIERES ET DALLES.**

RÉPARATIONS DE TOUTES ESPÈCES A DES PRIX TRÈS RÉDUITS.

M. Guilbault s'occupe aussi du posage de système de chauffage à air chaud,
au charbon et au bois, ainsi que du posage de paratonnerres.

AVENUE TACHÉ, - - SAINT-BONIFACE.

24.2.92

DUNCAN MACARTHUR, Rcn., Hon. JOHN SUTHERLAND
President. Vice-Président.

LA COMPAGNIE D'ASSURANCE CONTRE LE FEU

"The North West Fire Insurance Co'y of Manitoba."

Organisée en 1883.

Capital autorisé \$500,000
Déposé au gouvernement de Manitoba 10,000
Actif en argent 110,000

Cette Cie offre plus d'avantages (surtout aux cultivateurs) que toute autre
compagnie faisant affaires dans cette province.

Elle est la seule qui assume le risque des dommages causés par le vent, les cyclones,
etc., en sus du feu et de la foudre, et cela au même taux.
Cette compagnie accepte des billets à longs termes en paiement des primes, lorsque
cela est nécessaire.

M. Jos. T. Dumouchel, agent de la compagnie, et bien connu du public, se fera
toujours, comme par le passé, un plaisir de donner les informations voulues concernant
toute affaire d'assurance.

G. W. GIRDLESTONE, J. T. DUMOUCHEL,
Secrétaire et Gérant. Agent voyageur.

Nos. 375 et 377 Rue Principale, Winnipeg.
La 18.12.89

SANTÉ POUR TOUS!!

PILULES et ONGUENT HOLLOWAY.

LES PILULES

Purifient le Sang, corrigent tous les Derangements du FOIE,
de l'ESTOMAC et des INTESTINS

Elles fortifient et restituent la Santé à des Constitutions débilitées, elles sont aussi
inestimables dans toutes les maladies particulières au Sexe Féminin de tout âge.
Pour les enfants ainsi que pour les personnes âgées sont invariables.

L'ONGUENT

Est un remède infaillible pour les Maux des Jambes, ceux des Seins, Blessures
Anciennes, Plaies et Ulcères. Il est fameux pour la Goutte et Rhumatisme,
Et pour tous les Derangements de la Poitrine il est de même sans égal.

**POUR LES MAUX DE GORGE, LA BRONCHITE,
LES RHUMES, LA TOUX.**

Gonflements Glanduleux, et toutes les Maladies de la Peau, il est sans rival; et pour
les membres contractés et jointures raides il agit comme un charme.

Ces Médecines sont préparées seulement à l'Etablissement du Professeur Holloway,

78, NEW OXFORD STREET, auparavant 593, Oxford Street,

Et se vendent à 1s. 14d., 2s. 9d., 4s. 6d., 11s., 22s., et 33s. le Pot ou la Boîte, et on peut
les obtenir dans toutes les Pharmacies de l'Univers.

Les acheteurs sont priés de regarder l'étiquette qui se trouve sur chaque Pot et Boîte,
s'il n'y a pas l'adresse 533 Oxford Street, London, c'est de la falsification.

VARIÉTÉS

LE SONGE

Le labourer m'a dit en songe: "Fais ton pain
Je ne le nourris plus, gratte la terre et sème."
Le tisserand m'a dit: "Fais tes habits toi-même."
Et le maçon m'a dit: "Prends la truelle en main."

Et seul, abandonné de tout le genre humain
J'ai traîné partout l'implacable anathème,
Quand l'implacable ciel une pitié suprême,
Je trouvais des larmes debout dans mon chemin.

J'ouvris les yeux, doutant si l'aube était réelle:
De hardis compagnons effilaient sur leur échelle,
Les métiers bourdonnaient, les champs étaient semés.

Je connus mon bonheur et qu'un monde où nous sommes
Nul ne peut se vanter de se passer des hommes;
Et depuis ce jour-là je les ai tous aimés.

SELY-PUCHONNIER.

MISÈRES D'ENFANTS

Mornes, ils sont là, dans la
chambre désertée, réunis autour
du feu, où se consomment quel-
ques cendres ramassées parmi les
déchets, le matin, sur les trot-
toirs.

Ils ne rient pas, ils ne jouent
pas comme devraient le faire des
enfants de cet âge: ils attendent.
Les bruits de la maison encom-
brée montent, mêlés à ceux de la
rue populeuse.

Mais les enfants ne disent rien:
la vie semble s'être retirée d'eux
avec leurs parents. Ils attendent.
Ils se serrent autour du feu, sages,
résignés, comme s'ils savaient que
le foyer est l'emblème de la fa-
mille, et qu'ils voulaient amas-
ser dans leurs corps frêles la cha-
leur qui manque à leurs pauvres
petits cœurs transis.

Seuls.
Seuls toute la longue journée,
à cet âge où la vie de l'enfant est
suspendue aux yeux, aux lèvres,
à la voix de la mère. A cet âge
où la nature place l'éducation
physique la plus active, la plus
intense, où chaque pas de l'en-
fant, chaque geste, chaque mou-
vement, doivent être une leçon
de choses pour lui.

Seuls.
Il faisait encore nuit lorsque,
ce matin, le père est parti à la
fabrique, emportant son bidon de
café et sa musette.

Elle est loin, la fabrique!
Jamais dans le piétinement
affairé de midi qui ramène des
bandes d'ouvriers et d'ouvrières
au quartier, son pas ne résonne
sur les escaliers raides et noirs.
Il ne rentre qu'à sept heures, se
laisse tomber sur une chaise, jette
sa casquette dans un coin, et
passe sa main noircie, brûlée,
teinte de toutes les couleurs, par-
mi les cheveux blancs de mau-
vaise poussière.

Il travaille aux produits chi-
miques et gagne, à s'empoisonner,
trois francs par jour.
Quand il rentre, le soir, les pe-
tits sont si heureux! C'est comme
un nouveau jour qui se lève.
"Père est là!" La solitude est
rompue, la vie est revenue, la
pesante monotonie brisée. Ils se
réunissent autour de "père",
comme ils sont réunis mainte-
nant autour du feu, et, silencieuse-
ment, craintivement, le contem-
plant, le couvent de leurs yeux
enfants. C'est pourtant bien
vrai qu'il est à eux, à eux si pe-
tits, cet homme dont la tête tou-
che presque au plafond de la
chambre, et qui a des épaules si
larges, une voix si forte!

Jamais il ne les a frappés, ja-
mais non plus il ne les a caressés.
Et les enfants, obscurément tour-
mentés par ce besoin de tendres-
ses qui est la respiration de leur
jeune âme, se tiennent autour de
lui, attendant.

Parfois, un des plus petits, se
faisant câlin, pose sa menotte sur
le genou de l'ouvrier, et burant
son regard de deux yeux agran-
dis par une émotion subite, lui
dit avec ferveur: "Père..."
C'est tout, cela suffit.
L'enfant s'est donné dans ce
geste, dans ce mot.

Mais l'homme, indifférent,
casse sa croûte, se contente de
faire un signe de tête au petit.
Il ne sait pas. Il est trop fati-
gué, d'ailleurs. L'industrie atro-
phie le cœur des esclaves mo-
dernes.

Les enfants, cependant, lui en-
seignent la tendresse.
Ils le regardent manger, comme
heureux. Ils lui posent des ques-
tions.
—Père, est-ce bien loin, la fa-
brique?
—Oui.
—Faut-il traverser un pont?
—Oui.
—Y a-t-il des chevaux là-bas et
des chariots?
—Oui.
Découragés par ces monosyl-

labes, les petits se rabattent sur
la casquette, sur la pipe, sur la
musette de leur père, tournant
craintivement ces objets entre
leurs doigts.

Oh! s'il voulait jouer un peu
avec eux, rire et parler, comme
ils seraient heureux!

Mais la sévérité du travail
flotte autour de lui comme une
atmosphère, les refroidit, les tient
à distance.

Leur père est à peine leur
père: il n'est que le travail. Sur
lui comme sur eux le travail
jette son ombre, le travail indus-
triel, trop lourd, trop asservissant
et trop peu lucratif.

La mère aussi est partie pour
son atelier de cartonnages. Elle
gagne quatre-vingt-dix centimes
par jour, ce qui équivaut à dix
francs quatre-vingt centimes la
quinzaine, et pour ce salaire elle
doit quitter ses enfants, confinés
dans la tristesse d'abandon de la
chambre en désordre.

Et toute la longue, longue
journée, les petits attendent, in-
nocentes victimes de l'implacable
lutte pour la vie.

Les deux aînés parfois s'amuse-
ment à couper des pommes de
terre en rondelles qu'ils font
cuire sur le couvercle du poêle.
Et le petit, de quatre ans, à l'air
si sérieux et si triste, réclame
gravement sa part du festin.

Il est venu au monde après un
chômage prolongé. Il en porte
encore le souci sur son petit
front pâle et dans le pli de sa
bouche. Oh! il n'a pas trouvé
de berceau blanc, lui, ni même
la toison chaude et la tiède li-
tière que trouve l'agneau qui
vient de naître. La misère l'a
reçu et couché sur une poignée
de haillons, et il lui est arrivé de
boire les larmes de sa mère en
même temps que son pauvre lait.

Et il est resté soucieux, ce pe-
tit. Des journées entières il pa-
rait plongé en des réflexions
douloureuses, poussant des sou-
pirs à l'âge où les enfants heu-
reux égrenent les éclats de rire
perlés.

C'est lui qui, le premier, tourne
la tête vers la porte, lorsque,
pendant les longues heures d'at-
tente, quelque bruit de pas vient
allumer leur espoir.

Et quand l'espoir est déçu,
quand les pas s'éloignent, ses
grands yeux tristes se font plus
tristes encore.

Mais il ne pleure jamais d'im-
patience, comme le tout petit qui
se tord dans sa chaise et qui, lui
aussi—à dix-huit mois!— connaît
les tristesses de la solitude et les
joies de la réunion, le soir.

Il ne pleure jamais, car cela ne
servirait de rien. Père ni mère
ne l'entendent. Ils sont loin, tou-
jours au travail. Oh! ce travail!

La mère découpe et colle des
bandes vertes et bleues sur les
couvercles de boîtes qu'elle ar-
range en hautes piles autour
d'elle, pendant que sa convée,
dans la chambre déserte, languit
et s'étiole à l'attendre.

Ses doigts agiles donnent tous
leurs soins aux cartonnages et les
pauvres petits là-bas, qui ont si
grand besoin des mains maternel-
les, sont laissés à eux-mêmes.

Le nourrisson a les pieds mouil-
lés et glacés, il pleure, il se tord
dans la chaise où il est prison-
nier. Hélas! celle qui devrait
réchauffer dans ses mains ces pe-
tits pieds roses et nus, n'est pas
là. Elle est prisonnière dans son
atelier—pour un salaire.

Anxieux de son absence et sen-
tant la faim venir, le nourrisson
regarde autour de lui avec toutes
sortes de petites mines désespé-
rées. Ses pleurs redoublent quand
l'ainé de la famille lui présente
un vieux bout de bois de réglisse
comme consolation.

Ce n'est pas cela qu'il veut!
Il est tout misère! Ankylosé
dans sa chaise depuis des heures,
inquiet de l'absence maternelle,
altéré, glacé, affamé, il sent que
le moment est venu où il doit se
reposer dans les bras de sa mère
et entendre sa voix, recevoir ses
baisers.

"Mère va venir," dit d'une
voix blanche le pauvre de quatre
ans. "Tais-toi, Charles, mère va
revenir."

Son instinct d'enfant lui in-
spire ces paroles. Il devine ce que
désire le nourrisson. Et lui donc!
N'aspire-t-il pas après la rentrée
de sa mère comme après une dé-
livrance!

Quel cœur de mère ne com-
prend pas l'inexprimable lan-

gueur des petits enfants esselés
qui attendent leurs parents?
Pour peu qu'il y ait d'amour du
côté du père et de la mère, les
enfants sont tout désir!

Ils sont seuls, ils languissent
après ceux qui sont leur refuge
et leur soutien, leur consolation,
leur vie.

Que de larmes les petits en-
fants, même dans les classes ai-
sées, ne versent-ils pas en l'ab-
sence de la mère qu'ils rappellent
par leurs pleurs?

Et comme elle doit, quand elle
revient, consoler de cette absence,
par des baisers et des caresses,
ces petits êtres qui ne vivent que
par elle!

Aux longues heures triom-
phantes des après-midi d'été, aux
heures sombres des jours d'hiver,
il est, dans les logements ouvriers,
des milliers d'enfants seuls—
tristes, abandonnés, pour lesquels
il n'y a ni gaieté, ni joie, ni exer-
cice, ni jeu, ni éducation.

Or, la vie du jeune enfant dans
les premières années est une édu-
cation permanente, et la solitude
est mortelle pour lui puisqu'il
doit tout apprendre.

L'absence de la mère, de la gar-
dienne naturelle et sainte de l'en-
fance, est un malheur pour l'en-
fant. Son développement corpo-
rel, intellectuel et moral, en souf-
fre, en souffrira.

Pendant que roulent les équi-
pages le long des avenues et des
boulevards, pendant que les bou-
tiques de luxe s'emplissent de vi-
siteurs, dans les rues populeuses
des quartiers ouvriers les petits
enfants délaissés attendent leur
mère, leur père que le travail re-
tient.

Et personne ne songe à donner
la charité d'une visite à ces pe-
tits abandonnés, dont l'engrena-
ge social écrase l'enfance.

Non, aucune parmi celles qui
ont trop de loisir et trop d'argent.
Et pourtant, quelle belle pen-
sée de porter pas de temps en
temps vers ces quartiers de mi-
sère, et de remplacer pour une
heure la mère absente, esclave de
la nécessité!

Quelle joie aussi de faire naître
un sourire sur ces petits visages
pâles que jamais le sourire n'é-
gaie, de voir ces petites mains se
tendre vers une image, un bon-
bon, une fleur fatiguée, un jouet
à demi brisé, d'échets du luxe,
qui mettront en liesse ces pauvres
demeures!

Quelle œuvre douce et divine
de miséricorde de sécher les
pleurs de ces petits enfants, de
calmer leurs angoisses, de rompre
leur solitude, de prévenir parfois
un malheur qui les menace, de
leur faire entendre une voix hu-
maine, de les consoler par une
caresse.

O, détournez-vous une heure
des chemins du plaisir et de la
vanité pour penser à ces petits à
qui personne ne pense, pour vous
occuper de ces délaissés dont per-
sonne ne s'occupe, pauvres pe-
tites victimes du salariat, isolés
dans leur misère d'enfants au
milieu du tumulte d'une capi-
tale!

RENÉ GANGE.

EMILE ZOLA À LOURDES

On ne lira pas sans intérêt le
récit suivant emprunté à L'Uni-
vers:

La grosse nouvelle du jour est
l'arrivée réelle d'Emile Zola à
Lourdes, au milieu des pèlerins.
D'heure en heure, le bruit en
avait circulé d'une façon si per-
sistante qu'il n'était plus possi-
ble de douter. Le romancier
était bien dans la cité de Marie.
On en donnait la description, le
costume gris, la couleur du cha-
peau blanc. A ses côtés avait été
vue une femme d'un certain âge,
habillée de bleu pointillé, le cou
entouré d'un fichu jaune.

Muni de ces renseignements,
j'ai eu l'idée de lui demander une
interview. L'époque est à ces
sortes d'articles, et la présence
de Zola à Lourdes méritait de
devenir le thème d'un dialogue.
Mais où le trouver, au milieu de
cette foule de trente mille per-
sonnes?

J'en étais là avec mon désir,
cherchant de tous côtés à décou-
vrir le romancier réaliste dans la
ville du surnaturel, lorsque, pas-
sant sous la porte du bureau des
constatations, j'ai avisé l'un des
fils du docteur Boissarie, l'auteur
de l'Histoire médicale de Lourdes,
qui se trouvait là:

—Avez-vous vu Zola?

—Non, mais il est venu ici

trois fois pour demander d'entrer
au bureau.

—Et que lui a-t-on répondu?

—Que la question serait tran-
chée demain.

—Et il n'est plus ici?

—Je ne sais, peut-être...

Je continuai mon chemin du
côté de l'hôpital des Sept-Dou-
leurs.

Là, j'appris qu'il était remonté
au haut de la vieille ville, où il
dinait à l'Hôtel des Pyrénées. Et,
sans plus de cérémonie, j'allai là
dans l'intention de le trouver à
l'heure de son repas. Mais, soit
lenteur de ma part, soit précipi-
tation de la sienne, Emile Zola
était déjà ressorti en compagnie
d'un prêtre venu pour le cher-
cher. Ils étaient partis ensemble
du côté de l'hôpital que je venais
de quitter, et de là, sur le pa-
cours de la férie merveilleuse,
qui s'appelle la procession aux
flambeaux.

A dix heures, Zola, fatigué,
remontait à son logement. Il était
épuisé d'émotions humaines, c'est
le mot dont il s'est servi.

—Monsieur Zola?

—C'est moi.

—Je suis journaliste et j'ai une
petite commission pour vous.

—De quel journal?

—Je suis le correspondant de

L'Univers.

—Ah! L'Univers! Dernière-
ment, François Veillot m'a con-
sacré un article très intéressant.
Il a du talent, ce garçon-là. Et
quelle est votre commission?

—Ma commission est de vous
dire que demain vous déposiez
votre carte chez les Pères de
Lourdes et chez le Père Picard.
Puisque vous désirez entrer au
bureau des constatations, puis-
que vous avez frappé à la porte,
on vous ouvrira. Lourdes est le
lieu qui traduit le mieux l'Evan-
gile sur la terre.

—Très bien, je vous remercie.

—Et comment êtes-vous venu
à Lourdes? Avez-vous lu quel-
que ouvrage qui vous y a con-
duit?

—J'ai acheté le volume de
Henri Lasserre, qui est sur ma
table. Déjà l'année dernière ma
résolution était prise. Me trou-
vant à Canterets avec ma femme,
l'idée m'est venue de passer à
Lourdes pour regagner Paris.
Là, j'ai vu un groupe de pèlerins
de la Vendée et de la Bretagne,
et ma foi, j'ai été très saisi par ce
spectacle. J'aime les grands mou-
vements, les grands courants, les
grandes passions qui soulèvent
l'humanité. Et en voyant ce qui
se passait ici, je me suis dit:
Mais voilà un monde nouveau
qui est digne, au plus haut point,
d'être examiné. J'y viendrai faire
de nouvelles études. Henri Las-
serre est-il ici?

—Oui, il est ici.

—Je désirerais le voir, c'est un
esprit très intelligent, avec lequel
je serais heureux de lier connais-
sance.

—Vous le verrez certainement.
Et quelles sont vos premières im-
pressions d'ensemble?

—Très saisissantes. Le specta-
cle des malades devant la grotte,
le bruit de toutes ces prières, l'é-
cho de toutes plaintes m'a litté-
ralement saisi à la gorge. Je
trouve cela littéralement beau.
Donner du courage, faire tomber
un rayon d'espérance de guéri-
son sur tant de désespérés et
d'infortunés! N'y eût-il que ça,
Lourdes serait un grand bien-
fait humanitaire. Et ce serait un
crime de lèse-humanité que de ne
pas le reconnaître. Les journaux
qui ont l'habitude de parler sans
rien savoir m'ont prêté toutes
sortes d'intentions que je n'ai
pas. Le Figaro a publié l'autre
jour huit lignes qui n'ont pas de
sens. D'autres ont prétendu m'a-
voir vu à Cahors, les autres ail-
leurs. Je n'ai pas passé par Ca-
hors, ni par Quimper-Corentin,
j'ai tout simplement pris le sud-
express, le 18 au soir, à la gare
du Nord et me voici à Lourdes,
sans aucun parti pris, comme on
la répandu. Ma pensée est de
faire une étude de mœurs. Je ne
suis ni médecin, ni pèlerin, ni
croquant, ni incroyant; je suis
comme disait Balzac, docteur es-
sciences humaines, et je viens faire
un cours tout nouveau de choses
toutes naturelles à Lourdes. J'i-
rai partout, je veux tout voir,
tout interroger.

—Pour cela, vous n'auriez qu'à
demander une CROIX qui vous
permettrait de circuler en tous
les sens.

—Une croix de passage?

Monsieur, — Le dernier numéro de votre journal contient un article éditorial intitulé : « A NOS LECTEURS. »

Si cet article ne faisait pas allusion à la « hiérarchie » et à son « autorité », je n'en aurais pas donné garde de jeter des ombres sur le riant tableau qu'il trace des mérites de votre journal. Malheureusement vous avez rendu mon silence impossible par deux paragraphes de cet article.

Dans l'un de ces paragraphes vous dites : « Le journal, sous la direction éclairée de la hiérarchie, n'a jamais eu à faiblir à son devoir, toujours il fut fidèle à sa tâche, puis vous terminez par cet autre paragraphe : « Nous n'avons craint d'erreur, notre ligne de conduite étant tracée par l'autorité, aux prescriptions de laquelle nous nous sommes toujours à cœur de nous conformer. »

Sans scruter ni les motifs ni les intentions, il n'en est pas moins vrai que ces deux paragraphes m'assignent une responsabilité, que je n'ai point encourue dans le passé et que je ne puis point assumer pour l'avenir.

D'abord pour le passé. — Permettez-moi de dire à vos lecteurs qu'ils seraient sous une fausse impression s'ils croyaient que tout ce qui s'est écrit dans votre journal « a été sous la direction de la hiérarchie. » Règle générale je n'ai vu les articles du Manitoba que quand ils étaient livrés au public. Dans certains cas, je n'hésite pas à dire que j'ai été consulté, que j'ai donné mon opinion et qu'elle a été prise en considération. Il est évident, que, dans ces circonstances exceptionnelles, j'ai encouru une responsabilité et au lieu de la repaier je m'en félicite comme votre journal s'en félicite lui-même. Maintes autres fois, au contraire, loin de s'inspirer de mes pensées et de se conformer à mes desirs on a écrit en opposition directe à mes propres convictions. Dans des articles éditoriaux, des entrefilets, des correspondances on a dit des choses que j'ai beaucoup regrettées comme on a gardé le silence lorsque j'aurais tant aimé qu'on parlât ; on a rapetissé la grande sphère des intérêts religieux et patriotiques, dans lesquels votre journal se félicite de se mouvoir, aux étroites proportions d'intérêts individuels et d'ambitions personnelles trop souvent rendues manifestes par des accusations et insinuations regrettables.

Pendant que les intérêts de nos écoles sont l'objet de l'attention publique, comment expliquer le silence que votre journal a trop souvent gardé sur les succès et la valeur de nos établissements ? Pourquoi n'avoir pas reconnu franchement le mérite des discours les plus brillants et les plus énergiques, maintes fois prononcés dans notre enceinte parlementaire pour la revendication de nos droits en matière d'éducation ? J'ai trop déploré cette tactique pour en accepter la responsabilité.

Le Manitoba, devenu Le Manitoba, fondé depuis 21 ans, a rendu des services incontestables et incontestés. Ses pages se sont souvent parées d'articles brillants pour le fond et pour la forme ; si malheureusement il a vu des jours de décadence éditoriale bien marquée, c'est que la cause indiquée plus haut a éloigné des collaborateurs précieux, qui comme moi, regrettaient de voir l'organe naturel de notre population s'écarter du but de sa fondation, du motif le plus noble de son existence ; semer et entretenir parmi nous des divisions aussi dangereuses que regrettables. Encore une fois je le répète, je ne puis pas laisser croire à vos lecteurs que cet état de choses est dû à la direction hiérarchique. Tous devraient en convenir, nous sommes trop peu nombreux pour nous donner le luxe de luttres, d'autant plus stériles que nous sommes trop jeunes pour nous en donner. En conséquence, que vous, que je n'en doute pas, nous desirons voir écarter de notre population.

Voyons pour l'avenir. — Le dernier paragraphe de votre article dit : « Nous n'avons craint d'erreur, notre ligne de conduite étant tracée par l'autorité, aux prescriptions de laquelle nous nous sommes toujours à cœur de nous conformer. »

S'il s'agit, dans ce paragraphe, de l'autorité ecclésiastique, je regrette d'avoir à vous dire que je ne vois pas sur quoi appuyer l'assurance donnée. Rien n'est changé, que je sache, dans l'organisation ou la rédaction de votre journal ; il pourra être à l'avenir ce qu'il a été par le passé ; il pourra connaître ou ignorer ma manière de voir, s'y conformer ou s'en écarter comme bon lui semblera ; il pourra faire ce que je croirais devoir être dit ; il pourra encore accuser des citoyens que je respecte et estime. Puis, pour obvier à ces inconvénients, j'ai, comme aujourd'hui, que la délicatesse et l'esprit de correction l'effet produit.

Remarque bien, je ne discute point ici le plus ou moins de liberté ou de restriction avec lesquelles un journal doit être rédigé ; ce que je veux dire, c'est que, si nos lecteurs savent bien que je n'accepte aucune responsabilité ni responsabilité pour l'avenir, pas plus que je ne puis en assumer pour le passé.

Je regrette d'avoir à dire ces choses, mais vous devez convenir que c'est vous qui m'avez forcé à le faire. Le fait d'être le seul journal français parmi nous est un privilège, mais il ne faudrait pas oublier que les privilèges engendrent des obligations. Dans une collaboration normale, ceux en communauté plus intime d'idées ont leurs organes respectifs, ils peuvent parler et au besoin se défendre ; mais, quand un journal est seul, il doit se souvenir qu'il a une obligation d'honneur de faire connaître, sans discussion systématique, tout ce qui y a de bon dans la milice où il se publie, comme il y a déloyauté et même lâcheté à attaquer ceux qui n'ont pas les moyens de se défendre.

En définitive, je souhaite plein succès et prospérité à votre journal ; je reconnais volontiers les services qu'il a rendus ; personne plus que moi ne désire le voir entouré de l'estime et de la confiance de toute notre population. Je répète, néanmoins, que je ne puis point accepter ni pour le passé, ni pour l'avenir la responsabilité de ce qui a été ou de ce qui serait écrit contrairement à mes desirs ou à mes vœux.

Votre tout obéissant serviteur,
ALEX. Arch. de Saint-Boniface,
O. M. I.

L'APPEL AU GOUVERNEUR-GENERAL EN CONSEIL

L'Acte de Manitoba nous accorde en termes précis le droit d'appel au gouverneur — général en conseil. Nous avons toujours cru ce point incontestable. Il paraîtrait que tout le monde n'y voit pas aussi clair que nous.

Un certain nombre de journaux d'Ontario ne se gênent pas de dire que le Conseil privé d'Angleterre a prononcé le dernier mot sur cette grave question, et que notre droit d'appel, ne reposant plus sur rien, n'est plus qu'un mythe.

Voici, en substance, l'argument apporté au soutien de leur thèse :

L'appel n'est autorisé que lorsque des droits ou privilèges ont été lésés ; or, le Conseil privé a décidé que la loi scolaire de Manitoba n'affectait aucun droit ou privilège des catholiques, donc, disent-ils, l'appel n'a pas sa raison d'être et tombe de soi. Nous n'hésitons pas à dire que les conclusions tirées de ce syllogisme sont fausses et ne découlent pas des prémisses.

Nous prétendons, au contraire, que la décision du Conseil privé ne nous enlève en aucune façon notre droit d'appel. Pour obtenir le redressement des injustices que cette loi odieuse consacre, nous avons, entre autres moyens à notre disposition, celui des tribunaux et l'appel du gouverneur-général en conseil : deux moyens tout à fait indépendants l'un de l'autre, et aucun d'eux n'implique l'existence de l'autre. Chacun de ces modes de redressement a son existence propre et se présente sous des formes et dans des conditions différentes.

Pourquoi donc les confondre et vouloir prétendre que l'un d'eux n'est qu'une doublure de l'autre ? On ne peut arriver à une semblable conclusion qu'en dénaturant le sens des clauses de l'acte et en leur prêtant une interprétation qui répugne au sens de la loi.

La clause 22 de l'Acte de Manitoba donne le droit à la législature provinciale d'adopter des lois sur l'éducation, sujettes à trois dispositions séparées qui limitent ce droit.

Nous nous sommes présentés devant les tribunaux, armés de la première de ces dispositions restrictives. La victoire n'a malheureusement pas couronné nos efforts. Cet insuccès, tout en nous contraindant, ne nous décourage pas.

A présent, nous nous présentons devant un autre tribunal, en vertu d'une disposition différente et avec des armes également différentes.

La décision du Conseil privé anglais est basée uniquement sur la sous-clause 1 de la clause 22. Le droit du gouverneur-général d'entendre un appel, en vertu de la sous-clause 2, n'était pas de la compétence du tribunal impérial et les juges ne se sont pas prononcés sur ce droit. Ce point est indiscutable.

Ceci étant posé, nous prétendons que l'appel indiqué par la sous-clause 2 ne suppose en aucune façon que les droits et privilèges garantis par la sous-clause 1 ont été reconnus par les tribunaux ou violés par la législature provinciale.

Chacune des exceptions indiquées dans la clause 22 forme une catégorie à part ; chaque sous-clause apporte un remède différent. De là, il suit que le droit d'appel ne dépend pas du bien ou du mal fondé de la sous-clause 1 ; mais qu'il est contenu dans son entier dans la deuxième sous-clause. Pour bien comprendre ce droit, il faut donc aller chercher là où il se trouve : c'est-à-dire dans les termes qui l'expriment. Ce ne pourrait être que dans le cas d'un doute raisonnable de la signification de cette sous-clause, qu'il faudrait chercher ailleurs les éclaircissements nécessaires pour faire disparaître ce doute.

Si le langage était le même dans chacune de ces sous-clauses, on pourrait peut-être prétendre, avec vraisemblance, que l'un est le corollaire de l'autre. Mais tel n'est pas le cas.

La sous-clause 1 défend à la législature de passer des lois préjudiciables à nos droits ou privilèges, relativement à nos écoles séparées (denominational) ; tandis que la sous-clause 2 nous donne droit d'appel de tout acte de la législature ou de toute décision de l'autorité provinciale, affectant quelqu'un des droits ou privilèges de la minorité catholique relativement à l'éducation.

Dans le second cas, comme on le voit, il ne s'agit pas seulement d'écoles séparées, mais de « nos droits comme minorité catholique en matière d'éducation. » De plus la seconde sous-clause ne couvre pas seulement les actes de la législature, mais ceux encore de l'exécutif provincial.

Mais, dira-t-on, quels sont ces droits ou privilèges que cette sous-clause nous autorise à réclamer du gouverneur-général ?

Avant 1870, les catholiques possédaient des écoles dans lesquelles se donnait un enseignement conforme à leur croyance ; ils étaient exemptés de contributions à d'autres écoles que les leurs. Depuis, pendant vingt ans, les écoles catholiques ont été confirmées en existence et maintenues par les lois, respectées par les autorités, et ce, jusqu'au moment de l'adoption de la loi de 1890. Tels sont les privilèges dont nous avons joui de 1818 à 1870, sous l'ancien régime, et de 1870 à 1890 sous le nouveau, et c'est ce droit acquis et constitutionnel que nous réclamons aujourd'hui des autorités fédérales. Il est vrai que le Conseil privé a

décidé que ceci ne constituait pas un privilège nous donnant droit à des écoles séparées, tel que nous l'avions compris jusqu'alors ; mais ce tribunal n'a pas décidé, ni a été appelé à décider qu'en matière d'éducation les catholiques ne peuvent pas faire valoir d'autres droits que ceux que lui confère la sous-clause 1 de la clause 22 déjà citée. Encore une fois, cette question n'était pas de sa compétence.

Cette distinction dans la rédaction des deux sous-clauses n'a pas échappé à l'attention des membres du Conseil privé. Voici comment s'exprime lord Macnaghten, qui rendit le jugement de la cour :

« Au commencement de l'argumentation, un doute a été exprimé, quant au droit de procéder avec le présent appel, vu que l'acte pourvoit à un appel devant le gouverneur-général en conseil. Leurs Seigneuries sont d'opinion que les dispositions des sous-clauses 2 et 3 n'ont pas l'effet de soustraire une question telle que soulevée dans la présente cause à la juridiction des tribunaux ordinaires du pays. »

Ainsi donc, ce tribunal paraît avoir hésité un instant, non pas sur le droit absolu et incontestable du gouverneur-général d'agir en pareil cas ; mais sur celui des tribunaux d'intervenir en aucune façon et d'empiéter sur les attributs réservés au gouverneur-général en conseil.

Sir John Thompson, dans son rapport en date du 21 mars 1891, déclare formellement : « Que si les tribunaux nous sont défavorables, il sera temps alors pour Son Excellence de prendre en considération les requêtes qui ont été présentées par les catholiques pour obtenir le redressement de leurs griefs, en vertu des sous-clauses 2 et 3 de la clause 22 de l'Acte de Manitoba, cités dans la première partie de son rapport et qui sont analogues aux dispositions contenues dans l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, relativement aux autres provinces. »

Ainsi donc, d'après les termes même du jugement prononcé par le Conseil privé, ce tribunal n'a adjugé que sur la question telle que soulevée dans la présente cause, c'est-à-dire sur la question de nos droits à des écoles séparées (denominational), tels que définis par la sous-clause 1, et pas autre chose.

Qu'on remarque que le ministre de la justice nous reconnaît le droit d'appel, même après une décision défavorable de la part du Conseil privé, et qu'il nous restera encore la faculté de faire valoir, devant le gouverneur-général, les droits que nous garantissons les sous-clauses 2 et 3.

Il y a en sus, cette différence, toute en notre faveur, entre l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord et l'Acte de Manitoba, que le premier ne donne droit d'appel que dans le cas d'un acte ou d'une décision de l'autorité provinciale, tandis que le second s'étend également aux actes et aux décisions de la législature elle-même.

Sous ce rapport, notre position comme appelants, est donc plus forte que celle où se trouveraient des intéressés dans les autres provinces.

Le rapport de sir John Thompson réfère à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, où nous trouvons heureusement d'autres garanties que celles contenues dans l'Acte de Manitoba et qui ne sont en aucune façon contradictoires à ce dernier. Nous sommes en droit de les faire valoir à l'appui de notre appel.

Ainsi donc, les cours de justice ne constituent pas le seul tribunal devant lequel nous puissions porter notre cause, autrement, à quoi bon les sous-clauses 2 et 3 ? A quoi bon alors un appel et les moyens de rendre exécutives les décisions rendues sur cet appel, si les tribunaux pouvaient régler définitivement toute la question ?

Passons maintenant à une autre considération : le gouverneur-général n'est pas un tribunal, comme les cours ordinaires de justice, tenu à une interprétation étroite et rigoureuse de la lettre de la loi ; ses fonctions sont plutôt celles d'une cour tout à fait spéciale. Il est chargé de protéger les minorités contre les persécutions auxquelles pourrait se porter une majorité hostile. Il doit tout juger suivant l'esprit de la loi et en conformité des intentions du législateur, et il doit décider suivant la justice et l'équité. Il est le gardien du pacte fait en 1867 pour toute la confédération canadienne, puis en 1870 pour ce qui nous regarde ici. Or, les principes contenus dans ce pacte, se rapportant à la question de l'éducation et des écoles, ne sont exprimés que bien sommairement, et les pouvoirs conférés aux législateurs ne peuvent et ne doivent s'exercer qu'en conformité de ces principes dans leur sens le plus large.

LE MANITOBA.

Lorsqu'une législature s'en départit et foule aux pieds le pacte et les engagements contractés, ce tribunal constitué ad hoc, non-seulement peut, mais doit intervenir. C'est son devoir comme c'est son droit, et nous avons confiance qu'il ne faiblira pas à la tâche.

Nous le répétons : ce tribunal n'est pas lié comme l'est souvent celui des juges d'une cour ordinaire par l'absolutisme légal. Il n'est pas obligé de se soumettre au formalisme étroit et souvent inexorable des tribunaux. Non ! il est au contraire investi d'un pouvoir discrétionnaire. Par une interprétation équitable, il peut même suppléer aux lacunes apparentes qu'une interprétation trop étroite du texte pourrait amener suivant cet axiome du droit :

Quod subintelligitur non deest !

Enfin, si l'interprétation donnée à notre constitution par le Conseil privé était finale — ce que nous nions — et si nous nous trouvions à la merci de la législature locale, nous ne pourrions que répéter ce que nous avons dit déjà : le parlement fédéral est tenu de donner l'interprétation vraie et de remédier à la rédaction déficiente de sa propre loi, de manière à nous donner les écoles que nous avons demandées et qu'il voulait et croyait de fait nous avoir accordées par l'Acte de Manitoba. Les parlements, tout comme les individus, sont tenus de réparer les torts qu'ils ont faits, même sans malice ou préméditation.

QUIA NOMINOR LEO

« Pourquoi vous opposer aux écoles publiques ? nous chantent en chœur les organes du gouvernement. Ces écoles sont non confessionnelles — non sectariennes. — La loi le dit positivement. Il ne s'y fait rien qui puisse offenser vos croyances catholiques. »

Il y a là une fausseté doublée d'hypocrisie. La loi déclare que l'école publique sera non confessionnelle : c'est la théorie. En pratique, que voyons-nous ? — Des écoles protestantes, tenues et dirigées suivant les idées, la doctrine et les principes du protestantisme. Attaché au département de l'éducation se trouve un bureau d'avisers — Advisory board — composé de protestants. Ce bureau décide des livres qui devront être employés dans les écoles, et prescrit les prières et exercices religieux qui devront s'y faire. Ces prières et exercices consistent en la lecture de passages bibliques, en formules vagues d'invocations générales, venant sans doute aux différentes dénominations protestantes, mais non aux dogmes positifs et aux aspirations religieuses de la foi catholique. C'est un christianisme incolore, administré à doses homéopathiques, qui ne peut que conduire à l'indifférentisme et ne correspond nullement aux enseignements de notre église.

Puisque ce régime leur convient et leur suffit, qu'ils l'appliquent à leurs propres écoles, qu'ils s'en délectent tant qu'ils voudront. Nous ne nous y objectons pas. Mais, grâce, qu'ils le gardent pour eux ! Pourquoi vouloir nous l'imposer quand nous n'en voulons pas ? Pourquoi nous forcer à boire dans leur coupe, et chercher à nous régaler de leur plat, puisque ce plat et cette coupe nous répugnent ?

Nous sommes la majorité, disent-ils, et nous voulons des écoles nationales. Que la minorité se soumette. Ayez-les, vos écoles nationales. Personne ne s'y oppose. Mais, laissez-nous avoir aussi nos écoles nationales suivant notre foi et nos convictions religieuses. C'est là toute la question.

Vous ne vous sentez, ni l'aptitude, ni la volonté d'apprendre notre belle langue française et vous voulez que nous parlions l'anglais. D'accord là-dessus. Nous parlons l'anglais ; nous l'écrivons ; nous nous servons de notre langue dans les rapports, communications et affaires que nous avons avec vous. Nous la faisons apprendre à nos enfants dans nos écoles catholiques que vous persistez à abolir. Vous le savez bien ; l'expérience journalière vous le démontre : les canadiens français de ce pays, illettrés comme hommes instruits, comprennent et parlent à peu près tous l'anglais ; l'exception est si minime qu'il n'est guère nécessaire d'en tenir compte. Que pouvez-vous exiger de plus ? Pourquoi nous empêcher d'apprendre et de cultiver en même temps la belle langue de Bossuet et de Racine, la langue diplomatique du monde civilisé, la langue que nous avons apprise sur les genoux de nos mères ? Etes-vous offensés de ce que nous parlions deux langues au lieu d'une ? Etes-vous jaloux de cette supériorité que nous avons sur vous ? Au lieu de nous persécuter, comme vous le faites, il serait plus digne, plus noble et plus profitable de chercher à nous imiter.

Nos écoles situées dans les mêmes conditions, valent sous tous rapports, les écoles protestantes appelées écoles publiques. Nos enfants y apprennent autant de grammaire, d'arithmétique, de géographie et d'histoire. Si l'instruction y est, en plus, imprégnée d'enseignement religieux conforme à notre foi, qu'est-ce que cela fait aux protestants ? En quoi se trouvent-ils lésés ?

Ils sont la majorité : c'est vrai. Est-ce là une raison pour opprimer la minorité ? Est-ce dans leur religion, dans leurs écoles, ou dans leur caractère national qu'ils ont puisé ce chevaleresque principe de la loi du plus fort ?

Pour nous, nous avons d'autres idées ; nous avons appris d'autres maximes. Dans la province de Québec, où nous sommes l'immense majorité, les protestants ont leurs écoles séparées, et il n'y a jamais eu la moindre tentative d'empêchement sur les droits de la minorité à cet égard.

Ici, étant la minorité, nous saurons subir l'injustice et l'oppression d'une majorité intolérante et brutale ; nous nous ferons rançonner, s'il le faut, pour soutenir les écoles de cette noble et saine majorité ; mais nous ne permettrons pas à nos enfants d'aller perdre leur foi dans leurs écoles prétendues nationales.

OU ALLONS-NOUS ?

Le 26 novembre 1885, peu de jours après l'exécution de l'infortuné Louis Riel, nous publions sous le titre qui précède, un article que les événements survenus depuis ont justifié, mais qui ne peut en aucune manière s'appliquer à ce qui se passe aujourd'hui. Notre confrère de La Minerve, dans sa feuille du 29 septembre dernier, c'est-à-dire sept ans après, reproduit les remarques que nous fîmes à cette époque déjà reculée, et ce, sans explication.

La Patrie prenant cette reproduction au sérieux et comme d'actualité, nous prend à parti et discute notre article de 1885, au point de vue des événements d'aujourd'hui. Si le confrère avait lu attentivement cette reproduction il aurait pu éviter le piège évidemment tendu par La Minerve et ne pas nous qualifier de l'épithète de « capitalards. » D'ailleurs, tout ce que nous avons écrit jusqu'à présent sur la question du jour, est une preuve que nous ne capitulons pas.

LE 12 OCTOBRE 1892

Mercredi prochain, en conformité de la lettre circulaire de Mgr l'Archevêque de Saint-Boniface, que nous avons publiée dans nos feuilles des 7 et 14 septembre dernier, on chantera dans toutes les églises du diocèse une grande messe d'action de grâce, à l'occasion du 400ième anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Le Souverain Pontife donne, ce jour-là, sa bénédiction apostolique à tous les fidèles.

LA QUESTION DES ECOLES AU CONSEIL PRIVE D'OTTAWA

Sa Grandeur Mgr l'Archevêque de Saint-Boniface, il y a déjà quel que temps, a transmis à l'hon. Secrétaire d'Etat, une requête adressée à Son Excellence le Gouverneur-Général en Conseil, demandant que suite soit donnée aux requêtes déjà présentées par les catholiques de cette province, au sujet des écoles.

La semaine dernière, une autre requête, signée par les membres de l'exécutif du Congrès National, a également été transmise à l'hon. Secrétaire d'Etat, dans le même but. Une dépêche nous apprend que ces requêtes ont été prises en considération à la réunion du conseil privé fédéral samedi dernier et déferées à un sous-comité des honorables ministres.

Nouvelles Politiques

Sir John Abbott, notre premier ministre et l'hon. G. E. Foster, ministre des finances partent samedi prochain pour l'Angleterre. En l'absence de M. Abbott, Sir John Thompson agira comme premier ministre.

M. Alphonse Desjardins, député d'Hochelaga aux Communes, vient d'être appelé au Sénat pour représenter la division de DeLorimier, qui comprend les comtés de Napierville, Saint-Jean et Châteauguay de la province de Québec. L'hon. M. Desjardins succède à Sir Alexandre LaCasse, juge en chef à Montréal.

M. le docteur Ferguson, ancien député de Welland, Ontario, succède à feu l'hon. J. B. Plumb, au Sénat.

Élections générales au Nouveau-Brunswick, où l'on vient d'abolir le Conseil Législatif, pour n'avoir qu'une seule chambre ; tout comme à Manitoba.

M. Joel Reaman, membre du Conseil Exécutif du Nord-Ouest est délégué. Il était le plus âgé des députés de l'Assemblée législative.

Nouvelles Religieuses

La retraite paroissiale des hommes s'est terminée dimanche soir par une bien belle cérémonie, à la cathédrale de Saint-Boniface. Comme nous l'avons annoncé déjà, c'est le Rév. Père Royer, O.M.I., qui a prêché cette retraite, et qui malgré son grand âge a donné trois sermons par jours, pendant huit jours. Les exercices ont été suivis avec beaucoup d'assiduité et de satisfaction, tous étant heureux d'entendre la parole de Dieu donnée par cet éloquent prédicateur.

Les élèves du collège ont eu leur retraite la semaine dernière ; c'est maintenant le tour des élèves du pensionnat. Cette dernière sera prêchée par le Rév. Père Royer.

A Montréal, avant hier, ont eu lieu les élections des Rêves Sœurs de la Charité, dites Sœurs Grises. Les Très Révères Mères Deschamps a été élue Supérieure Générale, la mère Filiatrault devient première assistante et les RR. SS. Siebenger et Panchand deuxièmes assistantes. La Révère Sœur Word, arrivant de

— AU — MAGASIN BLEU

* * Enseigne Etoile Bleue ! * *

\$10,000 — DE — \$10,000

HARDES-FAITES

— ACHETÉES A —

53 cts

DANS LA PIASTRE.

Le stock complet de Harde-Faites de MM. CHABOT & CIE, d'Ottawa, ayant été acheté au bas prix de 53 cts dans la piastre, je suis en position de vendre ces marchandises à MOITIÉ PRIX, et pour vous convaincre

Venez Voir ! Venez Voir ! Venez Voir !

200 Pantalons, valant \$2.25 pour \$1.25.
200 Pantalons, valant \$3.50 pour \$2.00.
200 Pantalons noirs rayés, valant \$7.00 pour \$4.50.
100 Habillements noirs, tricot, valant \$13.50 pour \$8.50.
100 Habillements noirs, pure laine, valant \$18.50 pour \$12.50.
100 Habillements noirs pure laine, valant \$22.50 pour \$14.00.
100 Habillements en Tweed, pure laine, val. \$13.50 pour \$8.50.
250 Habillements d'enfants, valant \$4.50 pour \$2.75.
250 Pardessus d'enfants, avec collieries, valant \$8.50 pour \$5.00.
500 Pardessus pour hommes, à moitié prix.
1,000 Chemises de flanelle, pure laine, à moitié prix.

CORPS, CALEÇONS, BAS DE LAINE,

A la même réduction.

Venez voir nos Prix et soyez convaincus.

— AU MAGASIN BLEU ! — — AU MAGASIN BLEU !

No. 434 Rue Principale,

— WINNIPEG. —

Enseigne Etoile Bleue.

A. CHEVRIER.

LA CIE D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE

BRITISH NORTH AMERICAN, DE MANITOBA.

ETABLIE EN 1886.

Bureau Principal : — No. 465 Rue Main.

CAPITAL \$500,000.00.

W. F. ALLOWAY, W. HESPELER, ROBERT STRANG,
Président. Vice-Président. Gérant.

M. ARTHUR BERTHIAUME, déjà favorablement connu du public, est l'agent voyageur de la compagnie dans les localités françaises. Les conditions d'assurance sont faciles, la compagnie acceptant des billets promissaires à des termes avantageux. Demandez les tarifs et prospectus de la BRITISH NORTH AMERICAN avant de vous assurer ailleurs.

Adressez-vous à J. A. BERTHIAUME.

N.B. — La Compagnie assure aussi contre la foudre, de même que les chevaux et les bestiaux. Pour feux de prairie, la Compagnie exige un taux additionnel de \$1.00 par 100 pour 3 ans. Primes payables un an après la date de l'assurance. 5-10-92

la mission de la rivière McKenzie est nommée maîtresse des novices.

Les nominations pour Manitoba et le Nord-Ouest ne sont pas encore connues.

Dimanche, à l'occasion de la fête du Rosaire, il y a eu une messe solennelle à la cathédrale, chantée par M. l'abbé Elie Rocan, assisté de MM. les abbés Giroux et Gauthier.

On est à finir l'intérieur de la nouvelle église de l'Immaculée Conception, à Winnipeg. Cette église sera bien belle et fait honneur au curé de la paroisse, M. l'abbé A. A. Cherrier et aux paroissiens eux-mêmes.

Le Rév. Père O'Dwyer, O.M.I., arrivé récemment, est attaché à la desserte de l'église Sainte-Marie de Winnipeg, où il doit remplacer le Rév. Père Durocher appelé à Qu'Appelle, Ass.

Le Rév. Père Martin a été élu général de la Compagnie de Jésus. Le Père Martin est Espagnol et âgé de 50 ans. L'élection a eu lieu dans la chambre où est né Saint-Ignace de Loyola. On dit que plusieurs tours de scrutin ont été nécessaires avant d'obtenir une majorité absolue.

UNE PRIME

Le journal l'Empire, publié à Toronto, donne en prime à ses abonnés, une splendide photo-gravure de deux députés conservateurs de la Chambre des Communes d'Ottawa. Cette prime est un souvenir qui mérite d'être conservée. Elle a 4 1/2 pieds. Le prix de l'abonnement à l'Empire hebdomadaire n'est que de \$1.00 par an ; la prime seule vaut plus que ce montant.

A VENDRE.

Les bûches originelles du côté Est de la Rivière la Seine, sur l'emplacement de la poterie ci-devant exploitée par Romieux & Cie, puis dernièrement par M. Jules Gibeau. Pour renseignements et conditions s'adresser à

R. S. A. BERTRAND,
Syndic Officiel,
Winnipeg.

1. 5-10-92

Soumissions pour un permis de couper du bois sur les terres de la Puissance dans la province de Manitoba

DES SOUMISSIONS cachetées adressées au sous-signé et marquées de l'enveloppe « Soumission pour la limite de bois No. 617, seront reçues à ce département jusqu'à midi, lundi, le 7 novembre prochain, pour un permis de couper du bois sur la limite No. 617, pouvant se décrire comme suit : — Commencant à un point sur la Rivière Pigeon, un des tributaires du Lac Winnipeg, à deux milles de son embouchure ; de là en remontant la rivière par 2 milles de profondeur, jusqu'à la limite No. 617, pouvant se décrire comme suit : — Commencant à un point sur la Rivière Pigeon, un des tributaires du Lac Winnipeg, à deux milles de son embouchure ; de là en remontant la rivière par 2 milles de profondeur, jusqu'à la limite No. 617, pouvant se décrire comme suit : — Commencant à un point sur la Rivière Pigeon, un des tributaires du Lac Winnipeg, à deux milles de son embouchure ; de là en remontant la rivière par 2 milles de profondeur, jusqu'à la limite No. 617, pouvant se décrire comme suit : — Commencant à un point sur la Rivière Pigeon, un des tributaires du Lac Winnipeg, à deux milles de son embouchure ; de là en remontant la rivière par 2 milles de profondeur, jusqu'à la limite No. 617, pouvant se décrire comme suit

PERSONNEL

M. H. Martineau, agent des sautages, est arrivé en cette ville vendredi avec sa famille. Il vient placer ses enfants au collège et au pensionnat.

MM. Edmond et Cléophas Marcoux sont revenus mercredi dernier de Saint-Malo où ils étaient depuis quelques semaines engagés à l'exécution de contrats de charpente et menuiserie. M. Cléophas Marcoux est retourné à Saint-Malo lundi matin pour entreprendre la construction d'une maison.

Le Très Révérend Père Camper, supérieur de la congrégation des RR. PP. Oblats était en cette ville la semaine dernière, ainsi que M. l'abbé Ritchot, curé de Saint-Norbert, M. l'abbé L. R. Giroux, curé de Sainte Anne des Chênes et M. l'abbé J. M. Jolys, curé de Saint-Pierre.

M. l'abbé Perquis doit aller résider à Fannyville, paroisse dont il est le curé.

M. H. Godard est parti hier matin pour aller passer quelques jours de vacances dans les paroisses françaises situées sur les lignes de chemins de fer. Il doit se rendre jusqu'à Pembina, N.D.

Madame Napoléon Bétournay est revenue lundi avec ses enfants d'une promenade de quelques semaines chez sa belle-mère Madame Bétournay, à Regina.

Chronique Locale.

—Toujours du bien beau temps.

—Le gibier abonde partout et nos chasseurs ont une belle aubaine.

—Les fleurs de nos jardins sont aussi vermeilles qu'au mois de juillet.

—Nous sommes au cinq octobre et pas encore la moindre apparence de l'hiver.

—La récolte du foin est des plus abondantes, et s'en récolte encore chaque jour.

—La vente des lots pour arrérages de taxes, dans la ville, a eu lieu hier. Les prix réalisés ont été satisfaisants.

—On a commencé à expédier des pommes de terre de Saint-Boniface à Montréal. Le marché est bon là-bas, dit-on.

—M. J. B. Lauzon a besoin de 400 têtes de bétail pour la boucherie, pour lesquelles il paiera le plus haut prix du marché.

—M. C. A. Lemieux offre en vente 60 feuilles de tuyau. Bon marché exceptionnel. S'adresser chez Anderson & Lemieux.

—On demande immédiatement un jeune homme de 14 ou 15 ans, parlant l'anglais et le français, chez M. C. A. Gareau, marchand-tailleur, rue Main.

—Dimanche, une perdrix est entrée dans la maison de pension de M. François Jean, rue Dumoulin, et on n'eut point besoin de fusil pour lui faire la chasse.

—M. C. A. Lemieux, de la maison Anderson & Lemieux, Winnipeg, est maintenant rendu à son nouveau logement qu'il a récemment acheté, No. 182, rue Garry.

—C'est le temps d'acheter des poêles à charbon et poêles carrés etc., à bon marché chez M. Edouard Guilbault, rue Taché, Saint-Boniface. A bon marché.

—M. A. H. Bertrand laisse le pays pour un climat plus tempéré dans l'intérêt de sa santé et a donné instruction à M. Conway, encaisseur, de vendre son stock comprenant sa magnifique ferme, jeudi le 27 courant à 1 heure p.m.

—Le public est souvent injuste mais sans préméditation. Quand il peut apprécier un acte de justice il ne manque pas de le faire. Il faut quelquefois beaucoup de temps pour lui faire voir les choses sous leur véritable jour, mais on finit toujours par obtenir de lui un verdict équitable.

table. La foi en cette idée a engagé les fabricants du "Myrtle Navy" à s'en tenir à la fabrication d'un article supérieur, quelles que fussent les difficultés du début. Le verdict populaire est arrivé à la fin et il est hautement favorable.

—A Saint-Jean-Baptiste, plusieurs machines à battre ont été brûlées. Celles de MM. Touchette & Ricard qui en même temps ont perdu 2 chevaux et 2 meules de blé; MM. Nadeau et Jubinville, une machine à battre mû par les chevaux et 4 meules de blé.

—Dimanche matin, les parents d'Olive O'Dell, de Winnipeg, trouvèrent le cadavre de leur fille dans un hangar, en arrière de leur résidence. Elle a succombé aux suites d'une blessure au cœur causée par la décharge d'un fusil que l'on trouva à ses côtés. Est-ce un suicide? Est-ce un meurtre? Telles sont les questions que l'on se pose. Comment cette fille se trouvait-elle, à moitié habillée, à cet endroit et à pareille heure? Olive O'Dell a fréquenté les écoles publiques de Winnipeg et a même enseigné dans une école du dimanche de l'église anglicane.

Chronique de la Province.

LaBroquerie, 1er oct.—Mercredi, 12 octobre, à l'occasion du quatre centième anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, grand pique-nique des élèves de M. David Brisebois, B.A., si le temps le permet. La soirée dramatique et musicale qui devait avoir lieu ce jour-là, a été remise au 25 décembre. Cette soirée sera donnée au profit des élèves, c'est-à-dire pour leur acheter des prix pour la fin de l'année.

—Dans une quinzaine de jours, l'on verra s'élever sur notre humble chapelle, un joli petit clocher. Ce clocher sera construit avec l'argent collecté à la soirée qui a eu lieu le 29 juillet dernier.

—Les battages sont commencés depuis une dizaine de jours. Trois moulins à battre sont en opération. Le rendement de l'avoine, l'orge et le seigle est satisfaisant; le rendement du blé laisse un peu à désirer.

—Les légumes sont abondants et d'une grosseur prodigieuse.

—La saison des fruits est terminée. Plusieurs familles ont fait beaucoup d'argent avec ces fruits cette année. Madame Boutin pour sa part en a vendu pour \$75.00 par rail. Bel exemple que devraient suivre plusieurs femmes de cette paroisse plutôt que de passer leurs loisirs à faire des cancanes sur celui-ci, celui-là.

—Nos chasseurs ont tué ces jours derniers, un ours cannelé (Ginnamon bear). Ces ours se voient rarement ici, on dit qu'ils sont plus malins que les noirs.

NAISSANCE

LECLERC—En cette ville, le 3 courant, Madame Jean-Baptiste Leclerc, une fille.

DECES

BLERD—Marie Agnès Clémentine, enfant de M. A. F. Blier, âgée de 2 mois et une journée. Enterrement demain à 4.30 p.m. Prière d'y assister sans autre invitation.

GRANDE VENTE!

CHEVAUX, VOITURES, Harnais, Etc.

M. L. G. GAGNON, de Sainte-Anne des Chênes, offre en vente six paires de chevaux, des voitures d'été et d'hiver, nombre de harnais simples et doubles, robes de voiture, etc., LE TOUT A TRES BON MARCHÉ.

Tout doit être Vendu avant le Premier Novembre Prochain.

L'on peut voir les chevaux, etc., à la résidence du propriétaire. Conditions de la vente:—Argent comptant ou sur billet à courte échéance, ou même en échange de bestiaux. Hâtez-vous de profiter des avantages qui vous sont offerts.

L. G. GAGNON, Sainte-Anne des Chênes.

CIE DE LA BAIE D'HUDSON.

Voici la question A propos du Manitoba.

La population française ne lit pas les annonces qui sont les nouvelles des magasins. Puis, quand elle les lit, elle n'y croit pas! L'augmentation de notre commerce qui nous vient de l'annonce dans ce journal ne correspond pas aux bénéfices que nous retirons d'ailleurs. Nous faisons tout en notre pouvoir pour que nos patrons français bénéficient de leur commerce avec nous. Ceux qui ont commencé d'acheter ici ne nous abandonnent pas et continuent de fréquenter nos magasins, à notre très grande appréciation. Le nombre de nos pratiques françaises est considérable, mais nous voudrions qu'il augmentât encore; notre établissement mérite l'encouragement général.

On parle le français dans tous les départements de nos magasins. Aux marchandises sèches nous avons M. LaMothe, dans les épiceries, M. Lavoie, qui n'épargne rien pour satisfaire nos clients. En fait de prix et de qualité, nos marchandises ne sont pas égales à Winnipeg.

Il doit être agréable de faire affaires dans un magasin où l'on peut se procurer tous les effets de nécessité première, même les articles de luxe, en fait de marchandises sèches et d'épicerie, de vêtements, chaussures, etc. Ce doit être une satisfaction que d'acheter dans un magasin qui porte un assortiment toujours choisi et n'exige que les plus bas prix du marché, où l'on sait apprécier votre patronage. Si vous êtes éloigné de la ville, demandez-nous des échantillons par lettre. On vous répondra avec exactitude et vous serez satisfaits.

CIE DE LA BAIE D'HUDSON

Winnipeg.

Theo. Bertrand,

AVOCAT ET NOTAIRE,

Successeur de Geo. E. Fortin,

No. 367 RUE PRINCIPALE,

Porte voisine de Richard & Cie, marchands de vins.

WINNIPEG, 6m 23-12-91



CONTRAT DE LA MALLE.

DES SOUMISSIONS cachetées, adressées au Maître Général des Postes, seront reçues à Ottawa jusqu'à midi, vendredi, le 4 Novembre prochain, pour le transport des malles de Sa Majesté, sur contrat, pour la durée de quatre ans chacun, sur chacune des routes suivantes, à commencer du 1er janvier prochain:—Arnaud et Dominion City, deux fois la semaine, distance calculée 9 milles. Gretna et la station du chemin de fer, quatorze fois par semaine, distance 1 mille. Starbuck et la gare, deux fois la semaine, distance 1/2 de mille.

Des avis imprimés contenant plus amples renseignements relatifs aux conditions du contrat proposé et des formules de soumissions peuvent être obtenus au bureau de poste à Winnipeg et à ce bureau.

W. W. McLEOD,

Bureau de l'Inspecteur des Postes, Winnipeg, 2 Sept. 1892.

DEMANDES—DES VENDEURS POUR nous représenter dans la vente de nos plantes résistantes, pour le Nord et l'Ouest. Agent local ou voyageur. Il y a du travail pour tous les jours de l'année. Encouragements spéciaux aux commerçants. Plantes garanties. Bonne paie chaque semaine. Ne retardez pas vos demandes; mentionnez votre âge; adressez-vous d'obtenir une bonne localité.

ST. PAUL NURSERY CO., ST. PAUL, MINN.

LES BAINS TURCS, RUSSES ET L'électrique du Clarendon guérissent la toux, le rhume, le lumbago, les rhumatismes et toutes les affections dont l'homme est le triste héritier. Les bains du Clarendon sont les meilleurs du Canada, avec des professeurs spéciaux; plongeurs 17x14; eau de source pure tempérée. Pour dames tous les avant-midi. Billets \$1.00; 6 billets pour \$5.00. Shampoo, bain et plongeon, 50 cts. Une boutique de barbier est attachée à l'établissement.

LES personnes qui désirent des informations au sujet d'annonces seront bien de se procurer une copie du "Livre des annonceurs" de 300 pages à \$1.00 le volume. Expédier franco sur réception du montant ci-dessus. Ce livre est une compilation soignée du directeur des journaux américains, les plus en vogue; donne la circulation de chacun, nombre d'informations au sujet des taux et autres questions se rattachant aux annonces. Adresser *Roswell Advertising Bureau*, 10 Spruce St. New-York.

P. BRAULT & CIE

Successeurs de Radiger & Cie

—IMPORTATEURS DE—

VINS, LIQUEURS

Et CIGARES

513 Rue Principale, WINNIPEG

VIS-A-VIS L'HOTEL DE VILLE.

BONS VINS POUR

\$1.50, \$2.00, \$2.50 le Gal.

Toutes nos marchandises

sont également

A BAS PRIX.

GEDEON HAMELIN

PROPRIETAIRE DE LA

Tannerie de Saint-Boniface

Fait savoir au public de Manitoba

Que vers le premier octobre prochain il ouvrira l'ancienne tannerie de M. J. P. O. Allaire et qu'il sera prêt à la fin du présent mois à entreprendre de tanner et d'acheter les peaux vertes qui lui seront apportées.

M. Hamelin a de l'expérience dans cette industrie et promet satisfaction. Il aura constamment à vendre des Cuirs Rouges pour l'usage domestique, à des prix modérés. Encouragez l'industrie locale et vous serez satisfaits.

Banque d'Hochelega.

INCORPORÉE EN 1874.

Capital autorisé - - - \$1,000,000
Capital payé - - - 710,000
Fonds de Réserve - - - 200,000
Bureau Principal: MONTREAL.

DIRECTEURS:

F. X. ST. CHARLES, ECR. Président.
R. BICKERDIKE, ECR. Vice-Président.
CHARLES CHAPUT, ECR. D. ROLLAND, ECR.
A. E. VAILLANCOURT, ECR.
M. J. A. PRENDERGAST, Gerant.

AGENCES:

Winnipeg, Man. Trois-Rivières, P. Q.
Joliette, P. Q. Sorel, P. Q.
Valleyfield, P. Q. Vanhook Hill, Ont.
Abattoirs de l'Est, Montréal.

CORRESPONDANTS:

Londres, Ang. Clydesdale Bank (Limited).
Paris, France, Crédit Lyonnais.
New York, National Park Bank.
Boston, Third National Bank.
Chicago, National Live Stock Bank.

A LA MAISON CANADIENNE-FRANCAISE!

IMPORTATIONS : D'AUTOMNE ET D'HIVER!

Pour Habillements sur Commande:—Serges Noires Françaises et Anglaises; Tweeds Anglais, Ecossais, Français et Canadiens; Tweeds à Pantalons dans les patrons les plus nouveaux. Nos Etoffes pour PARDESSUS d'automne et d'hiver sont très variées et du meilleur goût.

Nous donnons une attention toute spéciale à ceux qui nous laissent une commande, et nos Prix sont des plus Modérés.

DEPARTEMENT DES HARDES-FAITES:

Habillements en Tweeds Ecossais. Habillements en Tweeds Anglais. Habillements en Tweeds Canadiens. PANTALONS POUR TOUS LES GOUTS. Confectionnant nous-mêmes nos marchandises nous pouvons assurer que quant au choix des patrons et prix rien ne laisse à désirer.

FOURRURES! FOURRURES!

Nous avons reçu un assortiment varié de CAPOTS, CASQUES, GANTS ET MITAINES, ainsi qu'un assortiment considérable de VETEMENTS DE DESSOUS. Nos COLS ET COLLETS sont des mieux assortis.

Tout Tweed Achete a la Verge sera Taille Gratis.

UNE VISITE EST RESPECTUEUSEMENT SOLLICITEE.

C. A. GAREAU,

324 Rue Principale, Winnipeg,

A l'Enseigne des Ciseaux d'Or.

Vis-a-Vis l'Hotel Manitoba.

WM. BELL.

288

Rue Main, Winnipeg

AU COIN DE LA RUE GRAHAM,

VIS-A-VIS L'HOTEL MANITOBA.

NOUS AVONS ACTUELLEMENT TOUT CE QU'IL Y A DE PLUS NOUVEAU EN FAIT

D'Etoffes a Robes, de Fantaisie, Cachemires, Serges, ETOFFES A MANTEAUX, SEALETTES.

Reçus,—Casques en Fourrure, Caps, Cache-nez, Pardessus, Collettertes, Vêtements en laine pour Dames.

LINGERIE POUR MESSIEURS.

CHEMISES! UN CHOIX VARIE CHEMISES!

Lainages Epais. Aussi des Gants, des Mitaines, Mocassins.

PARDESSUS EN FOURRURE!

PARDESSUS EN FOURRURE!

M. E. DENIS REPONDRA A LA CLIENTELE FRANCAISE.

M.W BELL,

Maison Etablie en 1879.

IL FAUT QUE TOUT SOIT VENDU !!

Marchandises Seches
HARDES-FAITES, COIFFURES ET CHAUSSURES.

AVANTAGES EXTRAORDINAIRES
D'acheter des Marchandises a tres Bon Marche.

NOUBLIEZ PAS LA PLACE:

F. E. VERGE, Saint-Boniface.

